

### DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS de SAINT-GALMIER

## CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

#### **SEANCE DU 27 JUIN 2024**

**ADMINISTRATION** GENERALE-FINANCES Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de ST-GALMIER s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances à la Mairie. le jeudi 27 juin 2024

Sous la Présidence de M. Philippe DENIS président du CCAS, et après convocations régulièrement faites par courriel, le 19 juin 2024

ETAIENT PRESENTS: Mme la Vice-présidente Christine PALLEY, Mme la Vice-présidente déléguée Edith CONSIGNY, M. Michel FRANCHINI, Mme Aurélie DESBREE, M. Serge GRANGE.

Mesdames Janine RIVOIRE, Jeanine ENSARGUET, Marie-Claire MOUCHEL.

et M. Georges CHAPET, M. Patrick MIRABEL membres nommés et représentant la société civile.

ABSENTS AVEC EXCUSES: Monsieur le Président Philippe DENIS a donné son pouvoir à MME Christine PALLEY, Arlette CHABANNE a donné son pouvoir à Mme Jeanine ENSARGUET, Mme Céline BENNICI.

AG - Nº 2024 - 11

Nombre de membres : 12 Présents: 10 **Procurations** 2 Absents: 3 Suffrages exprimés 12

# OBJET DE LA DELIBERATION

# CONVENTION POUR LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES

Le recours aux échanges électroniques pour le contrôle de légalité est prévu par l'alinéa 3 des articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Pour cela, les collectivités concernées doivent, en application des articles R. 2131-3, R. 3132-1 et R. 4142-1 du CGCT, signer avec le représentant de l'État dans le département une « convention de télétransmission ». Elle a pour objet :

- de porter à la connaissance des services préfectoraux le dispositif utilisé afin qu'ils soient en mesure de vérifier s'il est homologué dans les conditions prévues à l'article R. 2131-1 du CGCT;
- d'établir les engagements respectifs des deux parties pour l'organisation et le fonctionnement de la transmission par voie électronique.

Mme la Vice-Présidente invite le conseil à en délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité, y compris les actes budgétaires ; donne son accord pour que Monsieur le Président du CCAS engage toutes les démarches y afférentes ; autorise le président à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration du CCAS,

APPROUVE

Ont signé au registre les membres présents. EXPEDITION CONFORME AU REGISTRE

A ST-GALMIER, le 28 JUR

Secrétaire de Séance

Transmis à la SP de Montbrison Le

Cachet SP du

Philippe DENIS

Le Président,

Christin

PRÉFECTURE DE LA LOIRE Direction de la citoyenneté et de le équite

08 JUIL, 2024

Bureau du contrôle de légalite

et de l'intercommunante